

Sachdokumentation:

Signatur: DS 2867

Permalink: www.sachdokumentation.ch/bestand/ds/2867



Nutzungsbestimmungen

Dieses elektronische Dokument wird vom Schweizerischen Sozialarchiv zur Verfügung gestellt. Es kann in der angebotenen Form für den Eigengebrauch reproduziert und genutzt werden (private Verwendung, inkl. Lehre und Forschung). Für das Einhalten der urheberrechtlichen Bestimmungen ist der/die Nutzer/in verantwortlich. Jede Verwendung muss mit einem Quellennachweis versehen sein.

Zitierweise für graue Literatur

Elektronische Broschüren und Flugschriften (DS) aus den Dossiers der Sachdokumentation des Sozialarchivs werden gemäss den üblichen Zitierrichtlinien für wissenschaftliche Literatur wenn möglich einzeln zitiert. Es ist jedoch sinnvoll, die verwendeten thematischen Dossiers ebenfalls zu zitieren. Anzugeben sind demnach die Signatur des einzelnen Dokuments sowie das zugehörige Dossier.

JA ZUR KRIEGSGESCHÄFTE INITIATIVE

Pressemappe

Pressekonferenz: 01. Oktober 2020

Abstimmung: 29. November 2020

Inhalt:

Medienmitteilung

Kontaktangaben der Rednerinnen und Redner

Redebeiträge

Initiativtext

Argumentarium

Medienmitteilung

Kriegsgeschäfte-Initiative: Bündnis lanciert Abstimmungskampf mit «Sprayer-Grosi»

Am 29. November kommt die Kriegsgeschäfte-Initiative zur Abstimmung. Ein JA zur Initiative ist ein JA zu einem verantwortungsvollen Finanzplatz, zu einer solidarischen und verantwortungsvollen Schweiz und zu Geldanlagen, die nicht in Waffen und Krieg investiert werden.

Louise Schneider wird nicht müde, es immer und immer wieder zu betonen: «Geld für Waffen tötet». In einer symbolischen Aktion desinfizierte Schneider heute überdimensionale Banknoten – Fotos der Aktion finden sich hier. Damit will die Friedensaktivistin auf die schmutzigen Kriegsgeschäfte der Schweiz aufmerksam machen, die genauso tödlich und hartnäckig sind wie ein Virus. In der anschliessenden Pressekonferenz erklärten Vertreterinnen und Vertreter des «Bündnisses für ein Verbot von Kriegsgeschäften», weshalb die Kriegsgeschäfte-Initiative so wichtig ist.

«Die Kriegsgeschäfte-Initiative will verhindern, dass Schweizer Geld dort angelegt wird, wo die Menschheit zu Schaden kommt. Das ist weder revolutionär noch extrem, sondern entspricht ganz einfach den Schweizer Grundwerten», erklärt der GSoA-Sekretär Thomas Bruchez. Julia Küng, Co-Präsidentin der Jungen Grünen, ergänzt: «Die Kriegsgeschäfte-Initiative ist eine einmalige Chance, konkret etwas gegen das durch Krieg verursachte Elend auf der ganzen Welt zu tun. Wenn kein Schweizer Geld mehr in die internationale Rüstungsindustrie fliesst, dann ist das ein starkes Zeichen für alle anderen Finanzplätze!» Konkret fordert die Initiative ein Finanzierungsverbot von Kriegsmaterialproduzenten, das für die Schweizerische Nationalbank, die Einrichtungen der beruflichen und privaten Vorsorge sowie für Stiftungen gilt. Für Banken und Versicherungen sollen entsprechende Bedingungen gelten.

Auf die internationale Bedeutung der Schweiz als Finanzplatz und die damit einhergehende Verantwortung wies EVP-Nationalrätin Lilian Studer hin: «Der Schweizer Finanzplatz ist einer der einflussreichsten der Welt. 25% des weltweiten Vermögens wird hier verwaltet. Die Kriegsgeschäfte-Initiative verlangt, dass die Schweiz ihre Verantwortung wahrnimmt.» Min Li Marti, SP-Nationalrätin betonte in diesem Zusammenhang, dass nachhaltige Geldanlagen nicht nur gewinnbringend sind, sondern auch international immer stärker gefordert werden:

«Nachhaltige Finanzanlagen sind nicht nur der einzige korrekte Weg für die Zukunft des Schweizer Finanzmarktes, sie sind auch der gewinnbringendste. Die Schweiz muss aufpassen, dass sie hier nicht den Anschluss verpasst.» An Vorbilder, die bereits auf Investitionen in Rüstungsproduzenten verzichteten, mangle es zudem nicht.

Dass es wichtig ist, dass die Schweiz bewaffnete Konflikte und Kriegen nicht fördert und die Produktion von Waffen konsequent aus allen Anlageportfolios ausschliesst, belegte Céline Vara, Ständerätin GRÜNE: «Kriege und durch Kriege verursachten Elend sind keine Tatsache, die wir einfach so hinnehmen müssen. Die Schweiz muss sich konsequent, in allen Bereichen und stetig für eine friedlichere Welt einsetzen.»

Rednerinnen und Redner

- Julia Küng, Co-Präsidentin Junge Grüne, 077 475 82 66
- Thomas Bruchez, Sekretär GSoA, 078 620 91 95
- Lilian Studer, Nationalrätin EVP, 076 575 24 77
- Céline Vara, Ständerätin GRÜNE, 078 878 65 05
- Min Li Marti, Nationalrätin SP, 079 344 54 71

Redebeiträge

Thomas Bruchez, Secrétaire GSsA

Situation juridique actuelle en Suisse

En Suisse, le matériel de guerre est soumis à la loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) et l'ordonnance sur le matériel de guerre (OMG). De plus, ces dernières années, la législation nationale a intégré les dispositions de plusieurs traités internationaux. Ainsi, la ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions a mené en 2013 à une révision de la LFMG pour y introduire l'interdiction du financement direct et indirect du matériel de guerre prohibé, notamment les armes atomiques, biologiques et chimiques ainsi que les armes à sous-munitions et les mines antipersonnel. Ces efforts sont à saluer, mais il faut admettre qu'ils n'ont pas fait leurs preuves. Malgré l'interdiction du financement indirect de matériel de guerre prohibé prévue à l'art. 8c LFMG, celui-ci se poursuit aujourd'hui sans aucun problème. Cela s'explique par le fait que lors de la révision de la LFMG, la condition suivante a été insérée à l'art. 8 c. : «... si le but visé [du financement indirect] est de contourner l'interdiction du financement direct. » De plus, le dol éventuel a été explicitement exclu des dispositions pénales y relatives, à l'art. 35b al.3 LFMG. Partant, le fait de procéder à un financement indirect ne constitue pas une infraction tant qu'il n'y a pas de volonté de contourner le financement direct. Cela signifie que les autorités pénales doivent prouver que l'auteur a effectué un financement indirect avec l'intention de contourner le financement direct. Etant donné qu'il est pratiquement impossible de prouver cette intention chez un auteur de financements indirects d'armements prohibés, cette disposition n'a en réalité aucune portée concrète. Enfin, il convient de relever qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucune interdiction du financement du matériel de guerre conventionnel.

L'initiative contre le commerce de guerre

L'initiative contre le commerce de guerre vise avant tout à interdire le financement des producteurs de matériel de guerre par la Banque nationale suisse (BNS) et les caisses de pension. Vous trouverez le texte complet de l'initiative dans le dossier de presse.

« L'initiative contre le commerce de guerre vise à empêcher que l'argent suisse soit investi là où il occasionne des souffrances. Ce n'est ni révolutionnaire ni extrême, cela correspond simplement à nos valeurs fondamentales. »

Qui est concerné ?

Les acteurs concernés par l'initiative sont définis à l'Art. 107a (nouveau) al. 1 de la Constitution fédérale. Il ne s'agit pas de producteurs de matériel de guerre, mais d'acteurs financiers qui placent de l'argent auprès de ces producteurs. La Banque nationale suisse (BNS), les fondations de droit suisse ainsi que les institutions publique et privée de la prévoyance vieillesse sont directement concernées par l'initiative. Sont considérées comme institutions de prévoyance publique, l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) ainsi que les prestations complémentaires (PC), l'assurance-invalidité (AI) et les allocations pour perte de

gains en cas de service ou maternité (APG). Aussi, le Fonds de compensation de l'AVS est-il concerné. Sont considérées comme institutions de prévoyance professionnelle toutes les institutions de prévoyance de droit public et privé. Les banques et les assurances sont également concernées. D'une part, dans leur fonction de fiduciaires, les banques sont dépositaires du patrimoine des caisses de pension. D'autre part, l'acceptation de l'Art. 107a al. 4, obligerait la Confédération à promouvoir l'application de conditions semblables pour les banques et les assurances sur les plans national et international.

Qu'est-ce qui est interdit ?

L'initiative prévoit l'interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre. Plusieurs activités ont été réglées explicitement dans le texte constitutionnel pour le rendre applicable. L'article 3 du texte de l'initiative définit ce que l'on entend par financement de matériel de guerre. Les trois articles passent en revue tous les investissements directs et indirects dans des entreprises productrices de matériel de guerre qui sont interdits. Ce concept général comprend aussi bien tous les types d'investissements pratiqués à l'heure actuelle que les produits d'investissement qui ne le sont pas encore. La branche de la finance est en constante évolution et développe sans cesse de nouveaux produits d'investissement. La formulation se veut ouverte afin d'inclure aussi les possibilités de financement qui n'existent pas encore ou qui ne sont pas encore utilisées. La première et la deuxième lettre de l'article 3 indiquent ce que l'on entend par investissements directs dans les producteurs de matériel de guerre. Les investissements directs sont une forme simple de financement par laquelle un institut financier fait parvenir au producteur de matériel de guerre des avantages financiers directs. Cela se fait par l'acquisition de parts de l'entreprise ou au travers de l'octroi de crédits. Par contre, les investissements indirects d'un acteur financier sont ceux où il y a un intermédiaire entre l'institut financier et le producteur de matériel de guerre. Les fonds d'actions et leurs substituts, les produits structurés et les possibilités de placement comparables peuvent faire office d'intermédiaires, où il n'y a aucun contact direct entre l'agent financier et le producteur de matériel de guerre qui en bénéficie, ce grâce à l'intervention de tiers.

Qui sont les producteurs de matériel de guerre ?

Le concept de « producteur de matériel de guerre » est un concept juridique nouveau. Il désigne les entreprises qui réalisent plus de cinq pourcent de leur chiffre d'affaires grâce à la fabrication de matériel de guerre. Selon ces termes, sont considérées comme entreprises productrices de matériel de guerre toutes les entités juridiques et organisationnelles, nationales et internationales qui satisfont à ce critère. Les conglomérats, qui ont différentes composantes ou filiales poursuivant parfois des buts différents, sont prises en compte dans cette définition. Le chiffre d'affaires annuel correspond au chiffre d'affaires total d'une entreprise pendant une année comptable. La production englobe la fabrication à titre commercial et la transformation à titre commercial de matériel de guerre ainsi que la fabrication de pièces détachées essentielles à cette fin.

Contrairement à ce que prétendent certaines personnes, la notion de matériel de guerre est très bien définie. Sur le plan international, le traité international de Wassenaar énumère en détail les marchandises qui relèvent du matériel de guerre et celles qui ne sont pas concernées. La définition suisse est encore plus restrictive, puisqu'elle connaît une catégorie intitulée «biens militaires spécifiques». Par rapport aux autres Etats parties au traité, la liste de Wassenaar applicable à la Suisse est donc plus courte. Il est vrai que l'article 5 de la loi sur le matériel de guerre mentionne «les pièces détachées et les éléments d'assemblage», mais ceux-ci ne comptent comme matériel de guerre que s'il est reconnaissable qu'on ne peut pas les utiliser à des fins civiles. Cette définition est claire et très restrictive. Il est possible que des biens civils puissent également être utilisés comme matériel de guerre. Dans ce cas, il s'agit de biens à double usage. Par conséquent, seuls les pièces détachées et les éléments d'assemblage qui n'ont aucun usage civil sont concernés par l'initiative. Il en résulte donc que l'immense majorité des entreprises sous-traitantes ne sont pas concernées par l'initiative.

Enfin, il convient de noter que sont considérés comme matériel de guerre les engins qui sont utilisés pour le déminage humanitaire. En effet, il arrive encore que le déminage humanitaire soit effectué avec des engins basés sur des châssis de blindés qui sont alors considérés comme des biens militaires spécifiques. L'initiative ne souhaite pas poser d'obstacles au déminage et a donc prévu une exception pour ces engins. De même, les armes de chasse et de sport ne tombent pas sous la catégorie du matériel de guerre du moment qu'elles sont clairement identifiables en tant que telles et qu'elles ne peuvent pas être appropriées au combat, comme par exemple les fusils de biathlon. L'exception ne vaut néanmoins pas pour les fusils d'assaut capables de tirer en rafale et pour d'autres armes semblables que l'on retrouve souvent dans les conflits armés.

Lilian Studer, Nationalrätin EVP

Die Kriegsgeschäfte-Initiative ist einerseits wichtig und andererseits richtig. Warum dies so ist, will ich Ihnen kurz erklären. Sie ist wichtig, weil unser Finanzplatz einer der grössten und bedeutendsten Finanzplätze der Welt ist und wir im Umgang mit unserem Finanzplatz weltweit eine grosse Verantwortung tragen.

Der Schweizer Finanzplatz

Ein kurzer Überblick zu unserem Finanzplatz: Es gibt 246 Banken in der Schweiz. Das Spektrum reicht von den zwei Grossbanken über diverse mittlere wie die Aargauische Kantonalbank oder die PostFinance bis hin zu kleinen Privatbanken und Sparkassen. Gemäss der Schweizer Bankiervereinigung haben diese Banken eine Bilanzsumme von über 3000 Milliarden Franken. Insgesamt werden über 6900 Milliarden Franken Vermögen verwaltet; wobei verwaltet meint: Es wird weltweit in diverse Unternehmen investiert.

Was heisst das nun im internationalen Vergleich? Die Vermögensverwaltungs-geschäfte in der Schweiz machen einen Marktanteil von 25% der weltweiten grenzüberschreitenden Geschäfte in diesem Bereich aus. Die Schweiz ist damit die wichtigste Akteurin in der grenzüberschreitenden Vermögensverwaltung.

Nebst den Banken und Versicherungen, welche private Akteure darstellen, kommen diverse öffentlich-rechtliche Finanzinstitute hinzu. Wichtigste Institution ist hier die Schweizerische Nationalbank (SNB) mit einer Bilanzsumme von über 900 Milliarden Franken sowie private und öffentlich-rechtliche Einrichtungen der beruflichen Vorsorge, welche zusammen ebenfalls über eine Bilanzsumme von mehr als 870 Milliarden Franken verfügen.

Einen Teil des Geldes, welches in der Schweiz verwaltet wird sowie die Gelder unserer Pensionskassen und der Schweizer Nationalbank fliessen nun aber direkt in die ausländische Rüstungsindustrie. Somit unterstützen wir mit den von uns ersparten und angelegten Geldern u.a. auch gewalttätige Konflikte. Das müssen wir ändern.

Und somit komme ich zu meinem zweiten Argument: Die Initiative ist richtig.

Sie will, dass die SNB, Stiftungen sowie Einrichtungen der staatlichen und beruflichen Vorsorge die Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten untersagt, also denjenigen Unternehmen, die mehr als fünf Prozent ihres Jahresumsatzes mit der Herstellung von Kriegsmaterial erzielen.

Die Finanzierung von Rüstungsproduzenten

Kriege können insbesondere geführt werden, wenn genügend Geld für sie vorhanden ist.

Diese Feststellung scheint banal, ist aber grundlegend. Einer der grössten Ausgabeposten ist – sowohl in Kriegs- als auch in Friedenszeiten – die Rüstung. Das haben wir auch rund um die Abstimmung bezüglich der Kampfflugzeuge gesehen. Nun ist es nicht so, dass bei Annahme der Initiative keine Kriege mehr geführt würden. Es geht aber darum, die Verantwortung für unser Handeln und die Verantwortung beim Anlegen unserer Gelder zu übernehmen.

Schweizer Finanzinstitute wie die SNB, Banken, Pensionskassen oder Vorsorgefonds legen ihr Vermögen grenzübergreifend an. Meist geschieht das über Sammelfonds, in denen die

Aktien diverser Unternehmen, auch der Rüstungsindustrie, abgebildet sind. Einzelne Versicherte haben keine Möglichkeit zu steuern, wo ihr Vorsorgegeld angelegt. Nun gibt es in der Vermögensverwaltung sogenannte Ausschlusskriterien. Das heisst, dass gewisse Branchen explizit gemieden werden, sofern sie eine bestimmte Umsatzgrenze – z.B. 5% – überschreiten. Und genau dies wollen wir mit der Initiative erzielen. Ohne Anwendung von Ausschlusskriterien ist die Rüstungsindustrie automatisch Teil der angelegten Gelder.

Zwei konkrete Beispiele:

- Der Konzern Lockheed Martin ist das grösste Rüstungsunternehmen der Welt und hat seinen Sitz in den USA. Lockheed Martin produziert eine große Auswahl an konventionellen Waffen, stellt aber auch Kernwaffen für die Vereinigten Staaten und das Vereinigte Königreich her. Die Vereinigten Arabischen Emirate bombardierten mit von Lockheed Martin produzierten F-16-Kampffjets Stellungen in Syrien und im völkerrechtswidrigen Jemen-Krieg. Viele Schweizer Grossbanken, Pensionskassen und die Schweizerische Nationalbank schliessen Lockheed Martin nicht aus ihrem Anlageportfolio aus. Die UBS hat 2017 mindestens 532 Millionen US-Dollar in den Konzern investiert.
- Northrop Grumman ist ein weiteres US-amerikanisches Unternehmen. Die Firma erwirtschaftet fast den gesamten Umsatz mit der Produktion von Kriegsmaterialgütern. Die Firma ist aber auch an der Atomwaffenproduktion beteiligt. Die Crédit Suisse legte letztes Jahr über 100 Millionen Franken in Northrop Grumman an.

Ich will mit diesen Beispielen nicht auf den Grossbanken herumhacken. Das Investieren in diese Unternehmen ist Courant Normal. Doch durch die Initiative wollen wir Banken, Pensionskassen und Vermögensverwaltern Leitplanken geben, damit nicht mehr in solche Geschäfte investiert wird. Denn ich will nicht mehr, dass mit meinen Geldern, die wir für unsere Rente anlegen, die Atomwaffenindustrie unterstützen und daraus noch Profite geschlagen wird.

Solche Ausschlusskriterien durchzusetzen ist möglich. Immer mehr Anleger und Pensionskassen berücksichtigen den Aspekt der Nachhaltigkeit und verwenden ökologische oder soziale Ausschlusskriterien in ihrer Titelauswahl so beispielsweise auch die Pensionskasse der EVP, die solche Ausschlusskriterien schon längst eingeführt hat und dennoch gute Renditen erzielt.

„Der Schweizer Finanzplatz ist einer der einflussreichsten der Welt. 25% des weltweiten Vermögens wird hier verwaltet. Die Kriegsgeschäfte-Initiative verlangt, dass die Schweiz ihre Verantwortung wahrnimmt.“

Und sie somit nicht mehr in Kriegsgeschäfte investiert. Darum ist diese Initiative sowohl wichtig, als auch richtig.

Céline Vara, Conseillère aux États Les VERTS

En 2019, 75'600 personnes ont trouvé la mort dans le cadre de guerres et de conflits armés à travers le monde. Bien que la Suisse ne soit directement impliquée dans aucun conflit armé, elle en alimente néanmoins un bon nombre à travers le monde. En effet, pour que les armes puissent être utilisées en guerre, il faut d'abord financer leur production. La Suisse y joue malheureusement un rôle central.

Complices des entreprises

L'argent qui parvient à l'industrie de l'armement à travers la place financière suisse nous rend complices des entreprises qui tirent leurs profits des victimes de la guerre et de peuples entiers qui s'entre-tuent. Cette face peu reluisante de la Suisse est en totale contradiction avec sa tradition humanitaire et on pourrait déduire de cette attitude qu'elle n'a donc aucun intérêt à une résolution pacifique des conflits. Pourtant, la Suisse est un pays neutre et État dépositaire des Conventions de Genève. Mais elle se permet aujourd'hui de pratiquer une politique de maximisation des profits aux dépens de vies humaines. .

En 2018, la Suisse a investi 8984 millions dollars américains (USD) par habitant.e dans des entreprises qui fabriquent de l'armement nucléaire, soit environ 1044 USD par habitant.e et par année. Oui, pour chaque homme, femme et enfant vivant en Suisse, plus de 1044 USD sont investis chaque année par la Suisse dans la fabrication d'armes nucléaires.¹ En sus de la fabrication des armes, nous finançons également la fabrication de dispositifs de contrôle et de surveillance des frontières employés pour bloquer les réfugiés qui fuient leur pays en guerre. Ainsi, c'est un autre mythe qui s'effondre, celui de la terre d'accueil helvétique... ! La place financière suisse contribue non seulement à alimenter les pays en guerre mais aussi à empêcher les habitants d'en fuir.

L'initiative « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre » permet de mettre fin à cette honteuse pratique. L'argent suisse ne doit plus être utilisé pour le financement du matériel de guerre et cesser ainsi d'alimenter les guerres dans le monde entier. La Suisse apportera ainsi une contribution importante à la crise migratoire, en évitant aux populations de devoir fuir leur pays en guerre. Enfin, comment ne pas faire un lien entre la plus grande menace à laquelle l'humanité doit faire face, soit le réchauffement climatique et le financement d'armes de guerre ?

De nombreuses missions d'armement ont des effets extrêmement néfastes à long terme puisque les crises sociales et les problèmes de sécurité induits par le climat sont de plus en plus fréquents. La production d'armes dans le cadre de l'armement mondial entraîne un gaspillage massif de ressources ; ressources qui font défaut dans la lutte contre le changement climatique. Une place financière écologiquement durable doit s'abstenir de toute urgence d'investir dans l'industrie internationale de l'armement. La politique de sécurité de notre pays doit se concentrer sur la lutte contre les causes et les effets de la crise climatique puisqu'aucun autre danger n'induit d'aussi grandes pertes humaines et autant de déplacements à moyen et long terme.

¹ <https://public.tableau.com/profile/ican.switzerland#!/vizhome/DontBankOnTheBomb-CH2019/SwissFinancialInstitutionsBankingOnTheBomb-2019>

Malheureusement, les chiffres sur la croissance de l'industrie de l'armement montrent que c'est exactement le contraire qui se produit : non seulement la course internationale à l'armement ne contribue en rien à renforcer la société civile ou les structures démocratiques, mais au surplus elle accélère le changement climatique qui, à son tour, oblige la population à fuir les incendies et les inondations en laissant de précieuses ressources en friche.

La crise climatique

La crise climatique recèle un énorme potentiel de conflit. Au lieu de mettre les moyens nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique, les gouvernements s'appuient de plus en plus sur l'armement. Pourtant, l'armée et la guerre sont parmi les principales causes des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution par les particules et des catastrophes environnementales. Une bonne partie de la pollution engendrée par les entreprises de guerre est issue de la très grande consommation de ressources et aux émissions qui y sont associées. Toutes les armées du monde entier provoquent d'énormes quantités d'émissions nuisibles au climat dans la production, le commerce, l'exportation et le transport d'armes, mais aussi dans les manœuvres, dans la mission elle-même et les équipages qui en découlent. La consommation de carburant des avions et navires de guerre est à elle seule très importante. Pour exemple, un Eurofighter brûle environ 70 à 100 litres de kérosène par minute.

Au vu de ce qui précède, pour les Verts il n'y a pas d'alternative moralement acceptable à la cessation du financement du commerce de guerre par la Suisse.

«Les guerres ainsi que la souffrance occasionnée par ces guerres ne sont pas un état de fait qu'il s'agit simplement d'accepter. La Suisse doit s'engager de manière active et cohérente pour un monde plus pacifique et ce, dans tous les domaines. »

Min Li Marti, Nationalrätin SP

Ein nachhaltiger, ethischer und transparenter Finanzplatz ist im Interesse aller. Insbesondere der Anlegerinnen und Anleger selber. Genauso gilt dies für die Schweizerinnen und Schweizer. Unsere Pensionskassengelder und die Anlagen von der Nationalbank, das Vermögen von Compensuisse sollen nicht in geächtete Waffen wie Nuklearwaffen, Streumunition oder Anti-Personen-Minen oder konventionelles Rüstungsgut fliessen

Dank der Kriegsgeschäfte-Initiative kann die Stimmbevölkerung ein klares Zeichen setzen, dass sie sich nicht an der Finanzierung von Elend und Krieg beteiligen möchte. Einer der Gründe, weswegen die diversen Forderungen, den Finanzplatz nachhaltiger zu gestalten, immer wieder abgewiesen werden, sind die Befürchtungen, dass die Finanzinstitute, die sich eben an nachhaltige Regelungen halten müssten, Renditeeinbussen in Kauf nehmen müssten. Das aber – und es mir wichtig, das deutlich zu betonen – ist eine Fehleinschätzung. Das lässt sich an ganz simplen Beispielen aufzeigen:

Gut umsetzbar

Erstens, die Schweizerische Nationalbank schliesst bereits heute gewisse Rüstungsfirmen aus. Das führt aber weder dazu, dass die Unabhängigkeit der SNB in Frage gestellt würde, noch ist ihre Bilanz in irgendeiner Form davon abhängig. Natürlich kann man argumentieren, dass der Ausschluss eines ganzen Industriesektors einschneidender wäre. Das ist per se auch nicht falsch. Nur: Das Volumen der Rüstungsindustrie macht gemässen am Weltmarkt gerade mal knapp ein Prozent des Weltmarktes aus. Der SNB bleibt also genügend Spielraum, um breit investieren zu können.

Häufig wird zudem gesagt, dass der Mehraufwand an Portfolioscreening und Fondsanalyse umständlich, zeitaufwendig und kostspielig. Das stimmt nur noch zum Teil. Tatsache ist nämlich, dass sich in den letzten Jahren so viel getan hat auf dem Markt der nachhaltigen Anlagen, dass man bei einem Wechsel auf nachhaltige Anlagestrategien auf solide Grundlagen und eine breite Produktpalette zurückgreifen. Hier einfach nur als Bebilderung: Das Swiss Sustainable Finance Institute hat in seinem Bericht «Swiss Sustainable Investment Market Study 2020» ausgerechnet, dass 2019 das Gesamtvolumen an nachhaltigen Investitionen um 62% gewachsen ist und neu CHF 1,163.3 Milliarden beträgt. Das Argument, dass man die Nachhaltigkeit in der Finanzbranche erst noch erfinden müsse, zählt also nicht.

Umsetzung schon im Gange

Drittens gibt es viele Finanzinstitute, die seit Jahren auf Nachhaltigkeit setzen und nebst klimaschädlichen Firmen auch den ganzen Rüstungssektor aus ihrem Anlageportfolio ausschliessen. Private Pensionskassen wie die Stiftungen Abendrot oder Prosperita und die Vorsorgeeinrichtung Nest schliessen in ihren Anlagereglementen explizit Investitionen in die Rüstungsindustrie aus. Trotzdem erzielen sie eine marktgerechte Rendite. Zahlreiche städtische und kantonale Pensionskassen schliessen in ihren Anlagereglementen die

Finanzierung von geächtetem Kriegsmaterial wie nukleare Waffen, Streumunition oder Antipersonenminen aus. Dazu gehören die Pensionskassen der Städte Zürich und Luzern sowie der Kantone Basel-Stadt, Baselland, Zürich und Bern. In Luzern konnte die kommunale Initiative «Für ein Verbot von Luzerner Kriegsgeschäften» zurückgezogen werden, nachdem die Pensionskasse der Stadt Luzern freiwillig die meisten Forderungen umgesetzt hat. Einige Kassen – so zum Beispiel die Pensionskasse der Stadt Biel – gehen einen Schritt weiter und schliessen laut eigener Aussage die Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten ganz aus. Renditeprobleme aufgrund dieser Einschränkung hat keine dieser Pensionskassen.

Auch auf internationaler Ebene gibt es Finanzinstitute, die nicht in die Rüstungsindustrie und/oder nicht in international geächtete Waffen investieren, beispielsweise der Norwegische Staatsfonds, der mit rund 868 Milliarden Franken Anlagevermögen zu den grössten Fonds weltweit gehört. Ein weiterer wichtiger Player im internationalen Finanzwesen ist die Umweltbank Deutschland, die sowohl die Produktion als auch den Handel mit Waffen – wohlgerne geächtete als auch konventionelle – und Militärgüter ausschliesst. Die Umweltbank konnte zehn Mal hintereinander die Ausschüttung auf ihre Aktien erhöhen.

Nichts Neues, nichts Revolutionäres

Die Kriegsgeschäfte-Initiative ist problemlos umsetzbar. Sie fordert nichts Neues oder Revolutionäres, sondern erweitert die bereits existierenden Anstrengungen, den Schweizer Finanzplatz nachhaltiger zu gestalten. Zudem passt sie sehr gut in die Strategie des Bundesrates, die Schweiz zur Pionierin in Sachen nachhaltiges Investment zu machen. In seinen Leitlinien «Sustainable Finance» schreibt er nämlich, dass der Schweizer Finanzplatz zu einem global führenden Standort für nachhaltige Finanzdienstleistungen werden soll. Die Rahmenbedingungen will er so ausgestalten, dass einerseits die Wettbewerbsfähigkeit kontinuierlich verbessert wird; und andererseits ein effektiver Beitrag zu mehr Nachhaltigkeit geleistet werden kann. Der Bundesrat denkt dabei vor allem ökologische Kriterien. Weshalb ein ökologischer Finanzplatz zwingend auch rüstungsfrei sein muss, wird Julia Küng nachher noch erläutern. Wichtig ist mir hier aber schon zu betonen, dass die Kriegsgeschäfte-Initiative sich nahtlos an die Bestrebungen des Bundesrates angliedert und fügt ein weiteres Element zu einem attraktiven und international konkurrenzfähigen Finanzplatz hinzu: Die Schweiz investiert nicht in Kriegsmaterial. Dass das übrigens auch gewinnbringend ist, zeigt ein Vergleich zwischen dem MSCI World Fonds – einem der wichtigsten Aktienindizes, der Aktien aus 23 Industrieländern abbildet – mit seinem nachhaltigen Counterpart MSCI World Ex Weapons, bei dem geächtete Kriegsmaterialien ausgeschlossen werden. Der MSCI Ex Weapons² hat regelmässig bessere Performances als der gewöhnliche Index.

«Nachhaltige Finanzanlagen sind nicht nur der einzige korrekte Weg für die Zukunft des Schweizer Finanzmarktes, sie sind auch der gewinnbringendste. Die Schweiz muss aufpassen, dass sie hier nicht den Anschluss verpasst.»

² <https://www.msci.com/documents/10199/84bf24dc-d9ce-4a2b-84fa-a12db8c46b41>

Julia Küng, Co-Präsidentin Junge Grüne

Herzlichen Dank meinen Vorrednerinnen und Vorredner. Wir haben nun schon gehört, welches unsere Motivation war, die Kriegsgeschäfte-Initiative zu lancieren – nämlich die Tatsache, dass mit Schweizer Geld die Produktion von Waffen finanziert wird, die überall auf der Welt gegen Menschen eingesetzt werden; und wir haben auch gehört, wie gross diese Investitionen sind wo sie genau landen. Frau Marti hat zudem aufgezeigt, wie gut die Initiative umsetzbar ist – und wie viele Finanzinstitute die Forderungen der Initiative bereits umgesetzt haben, ohne auf Rendite verzichten zu müssen.

Gerne möchte ich nun noch einige Minuten darauf eingehen, was die Schweiz bei einer Annahme der Kriegsgeschäfte-Initiative zusätzlich gewinnen kann. Dabei sind mir drei Punkte speziell wichtig: Die positiven Effekte, die eine Annahme der Initiative auf das Image und die Wirkung des Schweizer Finanzplatzes hätte; wie wichtig die Initiative für durch und durch schweizerische Werte wie Sorgfalt, Solidarität und Neutralität ist; und wie bei einer Annahme der Initiative auch mehr getan werden kann für die Umwelt.

Finanzplatz

Zuerst zum Finanzplatz. Der Finanzplatz der Schweiz ist nicht nur einer der grössten der Welt, er ist auch ein relevanter Wirtschaftszweig unseres Landes. Lilian Studer hat bereits darauf hingewiesen, dass mit dem Einfluss des Schweizer Finanzplatzes und des Volumen an Geld, das hier verwaltet wird, eine gewisse Verantwortung einhergeht. Dieser können wir uns als Schweiz nicht entziehen, wenn wir dabei nicht konstant unsere Werte verraten wollen. Es ist aber auch aus einem eher technischen Grund wichtig, dass wir den Finanzplatz so nachhaltig wie möglich ausgestalten. Nachhaltiges Finanzieren ist nämlich nicht nur in der Schweiz ein Trend, der zur neuen Norm werden wird, sondern auch im Ausland. Das öffentliche Bewusstsein für das Thema ist nämlich überall (auf der Welt) gewachsen, und motiviert Policy Makers, Strategien und Möglichkeiten für mehr Nachhaltiges Investment zu prüfen. Wenn die Schweiz sich hier als Vorreiterin profilieren kann, dann ist das ein absoluter Mehrwert. Ein nachhaltiger Finanzplatz ist das beste Aushängeschild, das sich die Schweiz wünschen kann. Wenn der Schweizer Finanzplatz hingegen nicht an moderne Ansprüche angepasst wird, droht nebst einem Imageverlust auch die Abwanderung wichtiger Investor*innen, die ihr Geld lieber dort anlegen, wo sie dies im Einklang mit den finanzpolitischen Grundsätzen ihres Landes oder ihres Unternehmens tun können. Eine Annahme der Kriegsgeschäfte-Initiative würde hier die Absicht der Schweiz, mehr und mehr auf Nachhaltigkeit zu setzen, deutlich unterstreichen.

«Die Kriegsgeschäfte-Initiative ist eine einmalige Chance, konkret etwas gegen das durch Krieg verursachte Elend auf der ganzen Welt zu tun. Wenn kein Schweizer Geld mehr in die internationale Rüstungsindustrie fliesst, dann ist das ein starkes Zeichen für alle anderen Finanzplätze!»

Urschweizer Werte

Ein weiterer, ganz zentraler Punkt, der mit einer Annahme der Initiative angegangen werden kann, ist mehr Kohärenz zwischen der Schweizer Aussen- und Finanzpolitik. Die Schweiz setzt sich als neutrales Land mit humanitärer Tradition für Menschenrechte, Frieden und diplomatische Lösungen ein. Gleichzeitig Milliarden Schweizer Franken in Kriege und Konflikte zu investieren, ist unvereinbar mit der Schweizer Neutralität. Denn Neutralität ist mehr als ein aussenpolitisches Instrument. Sie ist ein Versprechen, Konflikte so zu lösen, dass auch in Zukunft keine Interessen mit Waffengewalt durchgesetzt werden müssen. Neutralität betrifft deswegen alle politischen Bereiche eines Landes: Auch die Innenpolitik, auch die Finanzpolitik, auch die Exportpolitik. Die Schweiz ist erst dann ein glaubwürdiger neutraler Staat, wenn sich die Neutralität nicht auf die Aussenpolitik beschränkt. Denn: Ein neutraler Staat darf sich nicht in die Lage versetzen, die eigenen Neutralitätspflichten im Falle eines zukünftigen Konfliktes verletzen zu müssen. Sich an der Finanzierung von Kriegsmaterialproduktion zu beteiligen stellt allerdings eigentlich eine Verletzung des Neutralitätsrechts dar, da die mit unserem Geld finanzierten Waffen an Parteien verkauft werden, die sie in Konflikten einsetzen. Die Schweiz hat somit Partei ergriffen: Für all jene, die die von der Schweiz mitfinanzierten Produkte verwenden. Die Kriegsgeschäfte-Initiative ist der richtige Weg, unsere Neutralität gegen innen und aussen zu stärken.

Umwelt

Der dritte Punkt, auf den ich eingehen möchte, ist die Umwelt. Klimakrise und Umweltschutz sind momentan – berechtigterweise – in aller Munde. Kaum einmal aber wird dabei die Rolle der Rüstungsindustrie und des internationalen Wettrüstens beleuchtet. Tatsache ist aber: Die Rüstungsindustrie gehört zu den dreckigsten Sektoren überhaupt und verpestet die Umwelt durch die Produktion und den Einsatz von Kriegsmaterial doppelt. Gleichzeitig ist die Rüstungsindustrie ein Sektor, der sich quasi selbst alimentiert: Das internationale Wettrüsten führt dazu, dass die Rüstungsindustrie mehr und mehr produziert und verkauft. Da kein Land bereits scheint, den Unsinn dieser Dynamik zu zerbrechen, steigt der Umsatz der internationalen Waffenindustrie von Jahr zu Jahr – trotz aller Bestrebungen, die Welt sicherer und friedlicher zu machen und Konflikte präventiv zu lösen. Dieses internationale Wettrüsten ist ein Pulverfass. Bei jedem potentiellen Konflikt sind Unmengen von Waffen vorhanden, deren Einsatz katastrophale Auswirkungen hat. Das Wettrüsten ist aber gerade wegen seiner Eigendynamik ein attraktiver Investitionsplatz: Es ist ein Sektor, der unabhängig von konkretem Bedarf wächst, innovationsstark ist und – tragischerweise – breit akzeptiert ist. Von der breiten Öffentlichkeit kaum wahrgenommen, lobbyiert die Rüstungsindustrie in den politischen Chefetagen von Staaten und internationalen Organisationen und in den Sicherheits- und Verteidigungsdepartementen aller Länder. Und zwar ganz nach dem Schema: ihr braucht mich, weil andere mich brauchen. Und so wird immer weiter an dem Pulverfass gearbeitet, das zu allem hin auch noch in schändlichster Weise unsere Umwelt verpestet. Die Kriegsgeschäfte-Initiative kann diese Verbindung zwischen dem Bereitstellen von Finanzmitteln und dem Wettrüsten aufzeigen. Sie macht

zudem den längst überfälligen Link zwischen Rüstungsindustrie und der Umweltverschmutzung. Als Land, das sich konsequent für Frieden und Sicherheit einsetzt, wäre die Annahme der Kriegsgeschäfte-Initiative hier in mehrfacher Hinsicht ein starkes Zeichen.

Initiativtext

Art. 107a Verbot der Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten

1. Der Schweizerischen Nationalbank, Stiftungen sowie Einrichtungen der staatlichen und beruflichen Vorsorge ist die Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten untersagt.
2. Als Kriegsmaterialproduzenten gelten Unternehmen, die mehr als fünf Prozent ihres Jahresumsatzes mit der Herstellung von Kriegsmaterial erzielen. Davon ausgenommen sind Geräte zur humanitären Entminung sowie Jagd- und Sportwaffen und deren zugehörige Munition.
3. Als Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten gelten:
 - a. die Gewährung von Krediten, Darlehen und Schenkungen oder vergleichbaren finanziellen Vorteilen an Kriegsmaterialproduzenten;
 - b. die Beteiligung an Kriegsmaterialproduzenten und der Erwerb von Wertschriften, die durch Kriegsmaterialproduzenten ausgegeben werden;
 - c. der Erwerb von Anteilen an Finanzprodukten, wie kollektiven Kapitalanlagen oder strukturierten Produkten, wenn diese Finanzprodukte Anlageprodukte im Sinne von Buchstabe b enthalten.
4. Der Bund setzt sich auf nationaler und internationaler Ebene dafür ein, dass für Banken und Versicherungen entsprechende Bedingungen gelten.

Art. 197 Ziff. 122 Übergangsbestimmung zu Art. 107a (Verbot der Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten)

1. Treten innerhalb von vier Jahren nach Annahme von Artikel 107a durch Volk und Stände die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen nicht in Kraft, so erlässt der Bundesrat die nötigen Ausführungsbestimmungen auf dem Verordnungsweg; diese gelten bis zum Inkrafttreten der gesetzlichen Bestimmungen.
2. Nach Annahme von Artikel 107a durch Volk und Stände dürfen keine neuen Finanzierungen gemäss Artikel 107a mehr getätigt werden. Bestehende Finanzierungen müssen innerhalb von vier Jahren abgestossen werden.